

CÉRÉMONIE D'INVESTITURE AUJOURD'HUI

Obama sur le toit du monde

Barack Obama sera officiellement investi dans ses fonctions de 44^e président des Etats-Unis aujourd'hui 20 janvier à Washington. Le nouveau locataire de la Maison Blanche aura la lourde tâche de remettre l'économie américaine sur les rails, de sortir des borbiers irakien et afghan, de gérer le dossier du conflit israélo-palestinien et plein d'autres dossiers encore que son prédécesseur George W. Bush avait aggravés par sa logique de va-t-en-guerre.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir)

- Le premier président noir de l'histoire des Etats-Unis, Barack Obama, a entamé les festivités de son investiture par un voyage en train entre Philadelphie (Pennsylvanie, est, berceau de la déclaration d'indépendance de 1776 et de la Constitution américaine) et la capitale Washington où il était arrivé samedi 17 janvier au soir. Obama a repris, en fait, le même itinéraire celui qui a aboli aussi l'esclavage, son président modèle Abraham Lincoln avant son investiture en 1861. Au niveau de la gare de Washington, des milliers de personnes l'attendaient pour l'acclamer. «Ensemble, nous savons qu'il y a du travail à faire», a-t-il déclaré lors d'une étape à Wilmington (Delaware, est), a rapporté Reuters. «Ensemble, nous savons que l'Amérique se trouve à la croisée des chemins: un pays en guerre et une économie en panne, un rêve américain qui semble s'évaporer. Le temps est venu de nous relever une fois encore», a-t-il lancé devant ses admirateurs qui l'attendaient malgré le froid glacial.

Le dimanche 18 janvier, le président élu s'est rendu au Lincoln Memorial, où il a rendu un vibrant hommage aux pères fondateurs de la nation américaine. «Au cours de l'histoire, seule une poignée de générations ont été confrontées à des défis aussi graves que ceux que nous affrontons aujourd'hui», a-t-il déclaré après un concert auquel participaient, notamment, Bruce Springsteen, U2 et Stevie Wonder, a encore rapporté l'AFP. C'est devant le Lincoln Memorial que son autre modèle, Martin Luther King, le leader noir assassiné, a prononcé en 1963 son célèbre discours «I have a dream», sur l'égalité entre Noirs et Blancs.

Barack Obama s'est dit «conscient de l'arrivée de jours difficiles» mais il a estimé que «les difficultés peuvent être surmontées si nous faisons appel à l'esprit qui a

renforcé notre démocratie depuis que George Washington a prêté serment», le premier président des Etats-Unis investi en 1789. Le 16^e président démocrate des Etats-Unis a invité ses compatriotes à adopter une «nouvelle déclaration d'indépendance. Pas seulement dans notre pays, mais dans nos propres vies, une indépendance vis-à-vis de l'idéologie de l'étroitesse d'esprit, des préjugés et du sectarisme», cité par Reuters. «Notre nation est en guerre. Notre économie est en crise», a-t-il ajouté.

Résoudre la crise économique et lutter contre les effets de la récession

L'un des grands défis qui attendent Obama est la résolution de la crise économique qui affecte les Etats-Unis et le reste du monde depuis septembre 2008. Pour ce faire, Barack Obama entend faire voter un nouveau plan de redressement de l'économie le plus rapidement possible, juste après sa prise de fonction. Il compte aussi adapter le plan Paulson.

Une série de mesures telles qu'une réduction des impôts qui sera accordée à 95% des ménages se situant à hauteur de 1 000 dollars. Des facilités seront également accordées aux familles en difficulté pour faire face à la crise de logement, l'une des premières sources du déclenchement de la crise financière internationale avec la fameuse crise des subprimes. Une première loi de relance et de réinvestissement américains de 2009, présentée la semaine dernière par les démocrates de la chambre, évalue l'aide publique à 825 milliards de dollars.

Le plan de relance devrait contribuer à la sauvegarde de 3 à 4 millions d'emplois et faire baisser le taux de chômage qui a dépassé, pour la première fois depuis plusieurs décennies, les 7,2%. «Si rien n'est fait et que nous poursuivons sur la même voie, cette récession



Barack Obama, 44^e président des Etats-Unis d'Amérique.

Photo: DR.

pourrait persister des années», a averti Barack Obama vendredi dernier. Le plan des démocrates de la chambre vise à investir dans l'énergie (54 milliards de dollars), la science et la technologie (16 milliards), la modernisation des routes, des ponts, des transports et des voies d'eau (90 milliards) et l'éducation (141,6 milliards).

Outre les baisses d'impôt, le plan prévoit de s'attaquer à «la baisse des coûts de la santé» (24,1 milliards), d'aider «les salariés touchés par la crise» (102 milliards) et de couvrir «la sauvegarde des emplois du service public et la protection des services vitaux» (91 milliards), précise-t-on.

Dans une étude publiée la semaine dernière, la future présidente du Conseil des conseillers économiques, Christina Romer, a estimé que 678 000 emplois devraient être créés dans le secteur du BTP, 408 000 dans l'industrie manufacturière, 604 000 dans le commerce de détail, ou encore 499 000 dans le secteur des loisirs. Les emplois publics ne devraient représenter que 10 % du total, rapportent différentes agences de presse.

Sortir du borbier irakien...

Avec l'arrivée de Barack Obama à la tête des Etats-Unis, assisté par son ancienne rivale dans le camp démocrate Hillary Clinton, va s'ouvrir une nouvelle ère dans la diplo-

matie américaine. Une nouvelle approche, celle du «dialogue», va marquer le règne d'Obama en remplacement de la formule de «l'axe du mal» qui a conduit l'administration de George Bush dans l'impasse et avec elle l'armée américaine dans le borbier afghan puis irakien.

Durant sa campagne électorale, le ton a déjà été donné. Un retrait des troupes américaines du sol irakien «dans les seize mois suivant notre accès à la Maison Blanche», a-t-il promis. La réalité du terrain étant autre, un retrait total du borbier irakien n'est possible que d'ici 2012. Et pour cause, l'accord signé par l'administration américaine avec les responsables du gouvernement irakien pousse ainsi Obama à parler d'un retrait «responsable».

... Achever la guerre en Afghanistan

D'autre part, le président, qui sera investi aujourd'hui 20 janvier, a déclaré qu'il renforcera les effectifs de l'armée américaine en Afghanistan. Pour lui, l'objectif de lutter contre la violence des talibans et les combattants liés à l'organisation terroriste Al-Qaïda, dirigée par le Saoudien Oussama Ben Laden, reste inchangé. 30 000 soldats supplémentaires devraient être envoyés en Afghanistan, dans le cadre d'un plan établi par le Pentagone.

Le conflit avec l'Iran et la crise au Moyen-Orient

Mettre fin au conflit américano-iranien sur le sujet du nucléaire sera l'une des priorités de l'administration Obama, qui avait déjà annoncé son intention de reprendre le dialogue avec le président iranien Ahmadinejad dès son investiture. Empêcher l'Iran de franchir le pas du nucléaire ne sera pas une tâche aisée pour éviter un éventuel clash armé entre Téhéran et Tel-Aviv. Obama, qui a préféré garder le silence suite à l'agression israélienne de la bande de Gaza, devra maintenant prendre une part active dans la suite des événements dans ce territoire en ébullition permanente. Mais le travail ne sera pas facilité surtout que le nouveau président vient d'hériter du récent accord signé, trois jours avant son investiture, entre la secrétaire d'Etat américaine aux Affaires étrangères sortante, Condoleezza Rice, et la ministre des Affaires étrangères de l'Etat hébreu, Tzipi Livni, et qui autorise Israël de surveiller le supposé trafic d'armes sur la frontière palestinienne-égyptienne, au niveau du passage de Rafah. Pour faire avancer le processus de paix au Moyen-Orient, Barack Obama doit compter sur l'agilité d'Hillary Clinton et de ses conseillers. Par ailleurs, les alliés des Etats-Unis attendent, en tout cas, un signal important du nouveau président dès le début de son mandat : une annonce sur l'avenir du camp de détention de Guantanamo, à Cuba, considéré comme l'un des symboles des excès de l'administration Bush.

Les Européens ont promis d'encourager Washington à se débarrasser des détenus jugés trop dangereux, en finançant, notamment, des programmes de réinsertion dans leur pays d'origine. Autre défi majeur auquel Barack Obama doit faire face durant son mandat, celui de la lutte contre le réchauffement climatique. Un nouveau plan énergie est en préparation en prévision du sommet de Copenhague qui aura lieu le mois de décembre 2009. D'ici cette date, trouver une solution durable pour remplacer les énergies fossiles est plus que nécessaire. Rendez-vous est, toutefois pris dans quatre ans pour évaluer l'effet Obama sur les Etats-Unis et le monde. **L. M. /Agences**

L'ALGÉRIE EST CONSIDÉRÉE COMME UN ALLIÉ STRATÉGIQUE DES AMÉRICAINS

Quel avenir pour les relations algéro-américaines après l'ère Bush ?

Avec l'arrivée de Barack Obama, un nouveau souffle sera-t-il donné aux relations algéro-américaines ? Quelle place aura le fameux projet du Grand Moyen-Orient (GMO), ou bien celui de l'Africom, au moyen desquels les Etats-Unis tentent de se placer dans le nord du continent noir ?

Depuis les attentats terroristes du 11 septembre 2001 qui ont visé les tours jumelles de New York aux Etats-Unis, l'Algérie est perçue avec un nouveau regard par l'administration Bush. Après des années de suspicion sur la véritable nature du terrorisme, qui a fait plus de 200 000 morts dans notre pays, les USA ont, en fait, découvert la violence terroriste des islamistes radicaux. Une lutte contre le terrorisme a donc été lancée contre la base arrière d'Al-Qaïda en Afghanistan.

La coopération militaire américaine avec l'Algérie s'est, elle aussi, intensifiée après une décennie de quasi-rupture. C'est ainsi qu'est née l'idée de la création d'une base militaire américaine dans le Sud algérien, dans le cadre d'un projet dénommé l'Africom, associant les

autres pays du Sahel (la Mauritanie, le Mali, le Niger et le Tchad). Ce projet a provoqué une vive réaction de la part de plusieurs acteurs politiques algériens, qui accusent Washington de vouloir avoir la mainmise sur le continent africain. «Les deux pays partagent le même intérêt de voir un Sahel stable, sécurisé, où les gouvernements de Mauritanie, du Niger, du Mali, du Tchad seraient capables de contrôler leurs frontières, d'arrêter la contrebande, le trafic d'armes et de drogue», avait déclaré l'ancien ambassadeur des Etats-Unis à Alger, Robert Ford, connu pour être l'un des proches collaborateurs de l'administration sortante de G. Bush.

Ce dernier avait assuré que son pays n'avait pas l'intention de placer ses troupes dans la région du Sahel, ce qui est loin de conforter les opposants au projet de l'Africom. Le nouveau président, Barack Obama, va-t-il poursuivre l'œuvre de son prédécesseur, lui qui est issu de ce continent (côté père), dont il dit qu'il a trop souffert ? Aucun mot n'a encore été soufflé sur ce sujet pour le moment. La réouverture du dossier lié au projet du Grand Moyen-Orient (GMO), que l'Europe tente de contrecarrer avec

sa fameuse Union pour la Méditerranée, sera-t-elle aussi à l'ordre du jour ? L'Algérie occupe une place stratégique dans le Bassin méditerranéen. Il sera donc évident que les Etats-Unis tenteront de s'appuyer sur notre pays pour concrétiser un tel projet, fortement contesté dans le monde arabo-musulman et redouté par les pays membres de l'Union européenne. Robert Ford avait réaffirmé avant son départ de l'Algérie que le GMO n'est pas tombé à l'eau. Pour preuve, «le programme de soutien à la réforme judiciaire en Algérie est financé à partir du compte bancaire utilisé par le GMO», avait-il indiqué.

La concrétisation du GMO passera toutefois par une meilleure prise en charge dans les pays concernés de la question démocratique. Autrement dit, Obama est-il prêt à exercer une pression sur les pays visés par le GMO pour plus d'ouverture démocratique ? L'Algérie, qui fait partie des pays ciblés par le GMO, sera-t-elle amenée à faire sauter les verrous qui musellent la société civile, les partis politiques et les médias, objet d'un harcèlement judiciaire permanent ? Obama, qui invite ses compa-

triotes à «une nouvelle déclaration d'indépendance», fera-t-il le même effort pour accélérer la disparition des régimes dictatoriaux dont fait partie l'Algérie ? Ou fera-t-il comme son prédécesseur George Bush ? On se rappelle la visite éclair à Alger, le 6 septembre 2008, de sa représentante aux affaires étrangères, Condoleezza Rice, qui avait qualifié de «sage» l'actuel président de la République Abdelaziz Bouteflika, dont les dix années de règne sans partage ont plombé l'Algérie davantage.

En dépit de l'embellie financière qui a marqué ses deux mandats, les réformes engagées, notamment dans le domaine judiciaire qui bénéficie du soutien des Etats-Unis, peinent à avancer. Avant son départ, Robert Ford avait déclaré que le rythme de l'ensemble des réformes engagées, au plan politique, économique et de la recherche scientifique, est du ressort des Algériens. Barack Obama peut-il mieux faire et améliorer les relations algéro-américaines, dans le sens de l'instauration d'une véritable démocratie dans notre pays, ou va-t-il continuer à dire comme ses prédécesseurs qu'en «Algérie, tout va bien» ? **L. M.**